

## CONFERENCE DU CENTENAIRE

**DE L'U.D. CGT DU RHONE LE 20 NOVEMBRE 2007**

Je veux vous dire tout d'abord combien je suis heureux d'être parmi vous.

Quand Charles et Pierre m'ont sollicité pour mettre la main à la pâte à l'occasion du centenaire de notre UD, je n'ai pu qu'accepter.

Je dois dire que le travail réalisé par notre I.H.D. à l'occasion de cet événement m'a incité à répondre favorablement. Moi aussi, j'ai fait des découvertes sur notre CGT départementale et quelques fois assez éloignées de la transmission qui en avait été faite au fil du temps. D'où l'importance de ce travail historique sérieux et approfondi qu'il nous faut poursuivre afin de ne pas s'en laisser dépasser ou détourner. C'est bien là le rôle de nos instituts d'histoires qu'il est nécessaire de développer.

Venons-en à ce qui m'a été demandé : un exposé sur le rôle de l'UD du Rhône dans les événements de 68, la période du programme commun, l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, en gros sur une petite vingtaine d'années.

C'est bien entendu déjà de l'histoire mais de l'histoire contemporaine. De nombreux acteurs de cette période sont encore aujourd'hui de ce monde. Leur regard, notre regard, nos appréciations ne sont pas neutres obligatoirement. Il nous faut sûrement un effort supplémentaire pour avoir un regard critique.

Aussi, aujourd'hui, je ne vais pas faire œuvre d'historien. Je vais tenter de fournir quelques éléments qui me paraissent essentiels à connaître en essayant de repérer les continuités, les évolutions en souhaitant que cela puisse renforcer le bagage des militants pour les responsabilités d'aujourd'hui.

Pour ce travail je me suis essentiellement appuyé sur les documents des congrès de l'UD durant cette période à savoir du 23<sup>e</sup> en 1966 au 30<sup>e</sup> en 1984.

Je dois dire que tant les rapports d'activité que d'orientation sont impressionnants d'informations et d'analyses et pourtant je suis certain qu'il n'y a pas tout ce qui a fait la richesse de l'activité des organisations de la CGT du département. D'où l'importance des archives et de leur conservation.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, encore quelques éléments d'ordre général précédant cette période.

D'un point de vue économique :

Nous sommes dans la dernière phase de ce qui est communément appelé les 30 glorieuses marquée par un taux de croissance de 6 à 7 % l'an, un taux de chômage de 2 % (3 à 400.000 chômeurs), et en même temps une forte inflation au-dessus de 10 % -jusqu'à 15 % en 1974- avec une part des salaires dans les richesses créée qui augmente. C'est aussi la création de grands groupes industriels avec l'appui de l'état.

D'un point de vue politique :

De Gaulle est au pouvoir depuis 1958, le Président de la République est élu au suffrage universel, la 5<sup>e</sup> République est en place. C'est aussi la fin de la guerre d'Algérie et le début de la guerre du Vietnam avec les USA. C'est également les premiers pas de la communauté européenne (traité de Rome en 1957). En 1967 la gauche frôle la majorité aux élections législatives. L'aspiration à l'unité politique à gauche prend forme.

D'un point de vue social :

C'est l'arrivée au travail de la génération du baby boom. Elle aspire à vivre autrement, elle veut pouvoir bénéficier à plein du développement économique, un souffle de liberté se propage. Quelques centaines de milliers de jeunes sont étudiants à l'université dont une proportion minimale d'origine ouvrière.

Des profits importants sont générés dans l'économie, des avancées sociales sont acquises (semaine supplémentaire de congés payés), mais aussi des remises en cause d'avancées sociales particulièrement à la sécurité sociale avec les ordonnances de 1967 qui entre autres privent les salariés de leur responsabilité dans la gestion de la sécu.

Le CNPF privilégie FO dans les relations sociales, la CFDT est créée en 1964.

-----

Voyons comment cela se passe sur le département du Rhône et le comportement de l'union départementale.

Je vais commencer par un scoop :

Il faut vraiment chercher pour trouver une différence d'appréciation d'orientation entre ce que prône et fait la direction de l'UD et l'orientation définie

confédéralement. J'en déduis que les syndicats CGT du Rhône dans leur immense majorité étaient parties prenantes de cette orientation.

Dans quelles conditions arrive-t-on en 68 dans le Rhône ?

Le département compte environ 450.000 salariés, 3822 chômeurs sont inscrits aux ASSEDIC en janvier 1966, il y a environ 60.000 syndiqués.

Durant toute la période qui précède mai 68 une multitudes d'actions d'entreprises locales, départementales, nationales, professionnelles, interprofessionnelles se déroulent. Il n'y a pratiquement aucune semaine sans qu'une expression revendicative ne s'exprime avec des moments forts : mars 66 105.000 grévistes dans le département, le 1<sup>er</sup> février 67 150.000 grévistes à l'appel de la CGT, de la CFDT et de la FEN, 22 jours de grève à Rhodia Vaise en mars 67, dans le même moment puissante lutte à Berliet, l'UD organise la solidarité autour de ces deux conflits phares. Les élections législatives de 1967 se déroulent à la même période, l'UD comme la confédération prend position et «appelle les travailleurs à assurer la défaite des candidats du pouvoir des monopoles et le succès au deuxième tour des candidats d'union des républicains et des forces de gauche ».

Nouvelle journée d'action unitaire CGT, CFDT, FEN, AGEL-UNEF avec le soutien des partis de gauche le 17 mai 1967 (encore plus puissante qu'en février).

La majorité de l'Assemblée Nationale (8 voix) vote les pouvoirs spéciaux au gouvernement pour instaurer les ordonnances concernant la sécurité sociale.

13 décembre nouvelle journée interprofessionnelle, une multitude de luttes importantes de janvier à avril 1968, le 1<sup>er</sup> mai est marqué par une puissante manifestation unitaire avec les étudiants et la FEN augurant des jours suivants.

Durant toute cette période, la direction de l'UD s'attache à développer la solidarité aux luttes professionnelles et locales, à organiser des convergences.

Il est à signaler les efforts unitaires fait par la direction de l'UD. Prenant appui sur les accords nationaux CGT-CFDT pour lesquels il fallait ferrailler pour leur application sur le terrain les syndicats CFDT traînant les pieds, l'UD s'est efforcée d'agir pour élargir l'unité à la FEN départementale avec succès, à FO avec peu de concrétisation et avec l'AGEL-UNEF.

En 1966 le document d'activité du 23<sup>e</sup> congrès indiquait « notre union départementale s'est toujours attachée dans une grande ville universitaire comme Lyon à nouer et renforcer les contacts et les liens avec les organisations d'étudiants et tout naturellement avec leur organisation syndicale l'AGEL-UNEF ».

Il convient également de signaler que fin 67 début 68 une recrudescence de l'activité de groupuscules gauchistes critiquant la CGT, développant des conceptions de lutte aventuriste, attitude qui n'était pas sans conséquence dans quelques syndicats CGT du département. On verra plus tard que ces questions se sont retrouvées tout au long de mai et juin 68.

Précisons encore que notre UD, relayant en cela l'orientation confédérale se prononçait pour le rassemblement de toutes les forces démocratiques sur la base d'un programme commun (1966).

Je voudrais signaler également le souci très marqué de la direction de l'UD sur les questions d'organisation : nombre de syndiqués, lieux d'implantation, vie démocratique, conception de masse et démocratie, travail collectif, diffusion des idées, formation syndicale, effort pour mailler le département d'unions locales, ainsi qu'un travail approfondi avec les différentes catégories de salariés jeunes, femmes, immigrés, ICT et retraités. Exemple, 800 jeunes du Rhône étaient inscrits pour participer au Festival National de la Jeunesse Travailleuse organisé par la CGT à Pantin les 17, 18 et 19 mai 68.

-----

C'est dans ce contexte que va prendre corps mai 68 qui ne débute donc pas le 22 mars avec Cohn-Bendit. Certes les étudiants ont pris leur part, j'ai dit ce qu'ils représentaient dans le pays. D'ailleurs la direction de l'UD dans son rapport complémentaire d'orientation au 24<sup>e</sup> congrès (congrès qui avait été repoussé de juin 68 à décembre 68 pour cause de luttes) indiquait « il ne s'agit en aucun cas de minimiser ou de sous-estimer le rôle joué par le mouvement des étudiants ». Mais ce qui est dominant on le retrouve toujours dans le document du 24<sup>e</sup> congrès « se sont les 9 millions de grévistes au niveau national, 300.000 dans le Rhône au plus fort du mouvement, et cela n'avait rien d'une explosion spontanée mais d'accumulation pendant 10 ans d'un profond mécontentement et d'un travail patient d'explication, d'organisations persévérantes d'actions multiples, multiformes et unitaires ».

Le 13 mai, 60.000 manifestants à Lyon, 200.000 grévistes, dans le cadre de l'appel national suite aux violences policières à Paris.

Durant toute la semaine dans les entreprises se réunissent les salariés pour décider d'actions à entreprendre. Le 18 mai, 3.000 militants sont réunis à la bourse du travail et décident d'amplifier le mouvement. Le 20 mai, le nombre de grévistes est estimé à 250.000 dans le département. Cette mobilisation se caractérise entre autres par une démarche démocratique initiée, impulsée, conduite par les militants CGT, l'assemblée générale d'entreprise est la règle, alors que des gauchistes et quelques autres parlent de comité de grève national avec la prétention de diriger à la place des salariés leur action.

Dans la nuit du 24 au 25 mai, répondant à des provocations policières une manifestation étudiante, infiltrée de groupes gauchistes, dégénère. Il y a un mort un commissaire de police.

Au lendemain de cette nuit, l'UD CGT condamne les provocations policières tout en mettant en garde les travailleurs contre les mots d'ordre aventuristes. L'UD appelle à veiller à ne pas couper les travailleurs du reste de la population et appelle à ne pas participer à des manifestations décidées en dehors de la CGT.

Ce même jour s'ouvre les négociations de Grenelle. On recense 300.000 grévistes dans le Rhône. Le 29 mai, 80.000 manifestants défilent à Lyon à l'appel de la CGT, de la CFDT, de la FEN et de l'UNEF. Nouvelles assemblées départementales de militants CGT qui appellent à poursuivre l'action. Des négociations se déroulent dans les entreprises, les

résultats de Grenelle servant de point d'appui. Les patrons de la métallurgie et de la chimie traînent les pieds. Le 1<sup>er</sup> juin, les patrons et la droite manifestent. Le patron des gaines scandale fonce sur les grévistes, Michèle Sarrola, militante CGT est grièvement blessée.

A la mi-juin, il y a encore 60.000 grévistes dans le département. L'UD organise la solidarité auprès de ceux-ci pour obliger le patronat, essentiellement de la métallurgie, à négocier. Le 27 juin, les 2 dernières entreprises en grève reprennent le travail.

Les résultats revendicatifs sont considérables (salaires, droit syndical ...).

Mais, en même temps, se sont déroulées les élections législatives après la dissolution de l'Assemblée par De Gaulle. Le résultat n'est pas à la hauteur des espoirs, au contraire la droite se retrouve ultra-majoritaire, la gauche est laminée ; le Rhône ne fait pas exception. L'UD trouve dans ce résultat confirmation de son appréciation sur la tactique des luttes et les propositions aventuristes et sur l'absence d'un programme commun de la gauche pour lequel elle avait –comme au niveau national- interpellé sans succès les forces de gauche, seul le parti communiste répondant favorablement.

Il faut encore signaler la création de 300 bases nouvelles CGT et la réalisation de 19.000 adhésions.

1968, c'est aussi des événements importants au niveau international, en particulier l'intervention militaire de l'URSS en Tchécoslovaquie. A cet égard, il n'est pas superflu d'indiquer quelle a été la position de la CGT, elle a déploré l'intervention militaire et souhaité que le peuple se détermine en toute indépendance. Cette position n'était pas aussi simple à développer dans une période où tout ce que le pays comprenait d'anti-communistes et d'anti-cégétistes hurlaient, voyant en cela la possibilité d'un début de revanche aux mobilisations et aux résultats du printemps.

Dès après les grèves et les élections législatives la droite et le patronat tentent de reprendre l'offensive. Le patronat favorise la création de syndicats maison, le gouvernement lance un nouveau leurre en terme de politique salariale, la participation.

La CGT met en avant l'échelle mobile des salaires. Elle poursuit malgré les difficultés une démarche unitaire et prône le front syndical commun et appelle à se saisir de tous les acquis de mai et juin en matière de droit syndical pour poursuivre l'engagement des salariés dans la défense de leurs intérêts.

Le document complémentaire d'orientation du congrès de l'UD indique « alors que le gouvernement et le patronat tentent de reprendre aux travailleurs les avantages qu'ils ont dû concéder sous la pression unie des millions de grévistes, l'unité est l'arme indispensable de la riposte ».

Ce 24<sup>e</sup> congrès continue à faire une large place aux questions du renforcement et de l'organisation. Il réserve une part importante de ses travaux à l'activité jeunes, une séance du congrès y est consacrée, elle est ouverte en plus des délégués au congrès aux responsables jeunes des entreprises, un secrétariat permanent du centre département de la jeunesse est installé.

L'année 1969 voit la poursuite de l'action revendicative dans les entreprises autour de la mise en œuvre des acquis de mai – juin mais également sur ce qui n'a pu aboutir : la sécurité sociale.

En avril 69, De Gaulle organise un référendum plébiscite sous couvert de régionalisation et de réforme du Sénat. La CGT appelle à voter non, De Gaulle est battu et démissionne. Une élection présidentielle va se dérouler, un an après 68 une nouvelle donne apparaît. La question de l'unité de la gauche est majeure. Dans une déclaration du 5 mai à l'initiative de l'UD CGT, l'UD CGT, l'UD CFDT, la section du Rhône de la FEN se prononcent ensemble pour un programme et un candidat commun de la gauche. Des délégations d'entreprises se rendent auprès des partis politiques de gauche pour faire valoir cette exigence. Le parti socialiste décide unilatéralement de présenter un candidat.

Le 1<sup>er</sup> juin, le premier tour donne Pompidou et Poher en tête et Jacques Duclos en 3<sup>e</sup> position.

Compte tenu de la désunion à gauche, la CGT n'a soutenu aucun candidat au premier tour, par voie de conséquence en l'absence de candidat de gauche au second tour elle se prononce pour l'abstention. Pompidou est élu et paradoxalement l'aspiration à un changement politique progresse et l'exigence d'un programme commun des forces de gauche se renforce. La CGT milite en ce sens, sans décrocher du quotidien revendicatif et avec une persévérance dans la démarche unitaire.

En août 69 la dévaluation du franc porte un coup au porte-monnaie des salariés. Chaban-Delmas alors premier ministre tente « la nouvelle société » avec participation et contrat de progrès.

Les mois qui suivent fin 69 et courant 70 sont marqués par des actions revendicatives importantes parmi lesquelles on peut signaler, la consultation du personnel EDF par la CGT sur le contrat de progrès, signé par les autres organisations, le personnel se prononçant à 58,5 % contre ce projet. A Berliet où la CGT signait ayant imposé des avancées sociales sans restriction du droit de grève.

La montée du mécontentement et prétextant les exactions de groupes gauchistes, le gouvernement élabore une loi anti-casseurs. En riposte à cette loi, l'union se réalise entre les partis de gauche et les organisations syndicales CGT, CFDT et FEN, elle se traduit par une grande journée de mobilisation et de manifestation le 29 avril. Le 1<sup>er</sup> mai est une des plus grandes manifestations depuis la scission de 1948 –dit le document du congrès de l'UD de 1970.

A signaler durant cette période, les accords nationaux sur la formation professionnelle, ainsi que la reconnaissance de la lutte de classes par la CFDT lors de son congrès de 1970.

Il y avait en 69, 497.000 cotisations encaissées à l'UD, ce qui fait plus de 70.000 syndiqués, et 6.432 chômeurs officiels en septembre 1970.

La fin de l'année 70 voit la réalisation d'un accord confédéral CGT – CFDT sur des bases revendicatives essentielles et la nécessité de l'action. Celui-ci aura des conséquences

positives sur les relations inter-syndicales sur le département, non sans difficultés dans les mois suivants.

De 71 à 72, de nombreuses actions revendicatives se déroulent, la plupart du temps unitaire, en particulier avec la FEN du Rhône mais de manière plus compliquée avec la CFDT qui par exemple refuse d'organiser les 1<sup>er</sup> mai de luttés ou qui soutient les surenchères ou actions aventuristes, le rôle des groupes gauchistes étant à nouveau évident.

-----

L'événement majeur de cette période c'est la signature du programme commun entre les partis de gauche.

Il n'est pas inutile de rappeler l'engagement de la CGT pour cet objectif.

Le rapport d'orientation du 38<sup>e</sup> congrès confédéral en avril 72 indiquait « si les partis de gauche et notamment le parti communiste et le parti socialiste entreprennent demain la discussion et l'élaboration d'un programme commun de gouvernement et que la CFDT et la FEN persistent dans leur refus d'y prendre part, la CGT est prête à y participer même seule comme organisation syndicale ».

Le bureau de l'UD déclarait au lendemain de la signature du programme commun « il s'agissait là d'un des plus importants événements qu'ait connu le mouvement ouvrier français ».

Le deuxième semestre de l'année 72 est marqué par de nombreux conflits, en particulier celui qui se déroule à Berliet durant plusieurs semaines et qui a vu la tentative de la direction d'utiliser la loi anti-casseurs contre la CGT et ses militants. Les mobilisations, la solidarité qui se sont organisées dans le département à l'initiative de l'UD a mis en échec la direction.

A signaler durant cette période un document CGT en 71 intitulé « thèmes et réflexions sur les perspectives du socialisme pour la France et le rôle des syndicats ».

47.000 V.O. programme commun diffusées dans le Rhône et les camarades considéraient que l'on aurait pu faire mieux (83.000 syndiqués).

La dégradation de la situation de l'emploi est patente, avec des fermetures d'entreprises (textile, métallurgie) des grands groupes se constituent, l'inflation est à 2 chiffres, la baisse des heures travaillées avec réduction de salaire est imposée.

Aux élections législatives de mars 73 la gauche progresse, la CGT appelle à voter pour les candidats de gauche et au 2<sup>e</sup> tour pour le candidat de gauche, la CFDT fait de même.

C'est une situation qui renforce le mouvement social. La CGT lance une campagne « halte à la vie chère » qui coïncide avec l'augmentation du prix du pétrole (premier choc pétrolier), la CGT dénonce la politique du gouvernement qui en profite pour donner un coup de pouce à la hausse en augmentant les taxes. Cette campagne aura son point d'orgues le 6 décembre 73 avec une journée nationale de grèves et de manifestations : 150.000 grévistes dans le Rhône et 35.000 manifestants.

Et toujours et encore le souci de la direction de l'UD d'associer les professions, les syndiqués sur la base d'une vie démocratique forte, impulsant sur la syndicalisation et la vie des organisations, ainsi qu'une démarche unitaire permanente.

La permanence se caractérise également dans le domaine de la relation au politique. Pompidou meurt en avril 74. L'élection présidentielle voit s'affronter Giscard et Mitterrand candidat commun de la gauche. La CGT conformément à son orientation appelle à voter F. Mitterrand qui rate de peu l'élection.

Dans la foulée, des actions se déroulent dans tous les secteurs durant tout le 2<sup>e</sup> semestre 74 (19 novembre 74 : 200.000 grévistes et 40.000 manifestants). Le 1<sup>er</sup> semestre 75 ne dément pas le précédent le 1<sup>er</sup> mai est unitaire dans le Rhône.

L'année 75 se caractérise par une forte dégradation de la situation économique et sociale, le plan de relance initié par le gouvernement Mesmer est évident sans effet.

Dans ces luttes, les revendications de pouvoir d'achat, de conditions de travail, de créations d'emplois tiennent le haut du pavé. Des résultats sont obtenus qui permettent grosso-modo de maintenir le pouvoir d'achat, des entreprises qui ferment redémarrent comme Fantasia, même si c'est pour une durée limitée.

L'année 76 débute par un CCN en février où est fixé l'objectif de 3.000.000 d'adhérents –pour le Rhône l'objectif est de 100.000- il y a alors dans le département environ 75.000 adhérents, mais le déclin est amorcé, essentiellement en lien avec des fermetures d'entreprises. Une série d'initiatives est prise pour ainsi aider les syndicats à poser avec dynamisme la question du renforcement, s'adresser aux salariés des entreprises inorganisées. Ces efforts limitent les reculs mais ne stoppent pas l'érosion.

En 78, l'UD enregistre 40.000 cotisations de moins qu'en 71 point culminant de la syndicalisation dans le Rhône (505.000 cotisations).

76, 77,78 encore de nombreuses luttes, 7 octobre 76 250.000 grévistes 40.000 manifestants à l'appel de la CGT, de la CFDT et de la FEN dans le cadre d'une journée nationale interprofessionnelle. La CGT organise en juin le « rallye des bradés ». Il est à remarquer que les journées nationales collent vraiment aux aspirations et viennent chaque fois en relais des actions d'entreprises locales ou professionnelles pour leur donner du souffle, les conforter, les élargir.

Dans ces périodes l'UD joue son rôle d'impulsion et d'organisation des convergences, il est à remarquer que les forces syndicales CGT dans le secteur privé représentent environ les 2/3 des syndiqués CGT du département.

En mars 77 ont lieu les élections municipales, l'UD rappelle son attachement à l'indépendance syndicale qui ne signifie pas neutralité et réaffirme que la seule voie possible pour la gauche c'est l'union autour du programme commun. Localement les syndicats CGT, les militants interviennent en ce sens. De nombreux militants sont candidats sur des listes d'union de la gauche et seront élus. La gauche remporte un réel succès.



Dans la foulée les luttes se développent. 10.000 salariés de la fonction publique manifestent le 28 avril pour de véritables négociations. 15.000 manifestants défilent le 1<sup>er</sup> mai, le 24 mai nouvelle journée nationale d'action unitaire CGT, CFDT et FEN, FO appelle en parallèle, c'est historique : 250.000 grévistes, 50.000 manifestants et 1.000 adhésions à la CGT.

Septembre 77, c'est la rupture des discussions sur la réactualisation du programme commun. Sur cet aspect la CGT rappelle son engagement autour des contenus et son souhait d'un accord positif. Elle édite un manifeste intitulé « Pour que vive le programme commun », 200.000 exemplaires sont diffusés dans le Rhône, plusieurs centaines de débats sont organisés par les syndicats CGT du département.

Le 20 février 78, l'UD diffuse un tract « Dire la vérité » rappelant ses positions constantes et indiquant ses divergences avec le programme chiffré du parti socialiste. L'UD estime que taire ces divergences équivaldrait à ne pas jouer son rôle d'organisation syndicale responsable et indépendante.

Les législatives ont lieu en mars 78, la gauche progresse, l'union électorale se réalise pour le 2<sup>e</sup> tour, la CGT appelle à tout faire pour assurer la victoire de la gauche. La droite reste majoritaire de peu (gauche 49,3% - 48 dans le Rhône).

Le congrès de l'UD qui se tient en juin 78 trouve dans cette évolution politique la confirmation de la justesse de la démarche de lutte, de rassemblement et d'intervention pour l'union de la gauche qu'elle développe depuis des années. Le congrès considère que sur cette dynamique il est nécessaire de poursuivre les batailles revendicatives, de renforcer la CGT pour une CGT partout et pour tous, avec un effort à renouveler pour faire vivre les unions locales. Une demi-journée du congrès est consacrée à l'activité de la CGT parmi les femmes salariées.

L'intitulé de cette demi-journée est éclairant de la volonté de la direction de l'UD « Pour que la CGT prenne totalement en compte les revendications et les aspirations des femmes salariées, leur droit à la vie militante et leur accès à d'autres responsabilités, pour que les travailleuses, les syndiquées, les militantes se reconnaissent pleinement dans la CGT ».

Cela débouchera sur un renforcement de l'activité de la commission femmes et un développement important de l'activité des organisations de la CGT dans ce domaine.

Malheureusement une part de ce travail sera ternie par le suicide de la responsable de la commission au congrès de l'UD suivant en 1981.

La période 78 – 81 est marquée dans le département par une amplification des modifications du tissu économique. Les effectifs de l'industrie reculent. La ville de Lyon se vide de ses entreprises industrielles, Rhône-Poulenc liquide ses entreprises textiles de Vaise et de Vaulx, le secteur tertiaire ne compense pas ces reculs, conséquence une forte augmentation du chômage et de la précarité.

Des luttes nombreuses vont se dérouler : le 7 février 79 ont lieu les états généraux pour l'emploi et le mieux vivre à l'appel des UD CGT, CFDT et de la FEN, plus de 4.500 délégués des entreprises débattent de ces enjeux après un puissant effort militant qui avait vu

400.000 tracts diffusés et 20.000 affiches collées. 250.000 exemplaires d'un manifeste revendicatif issu de ces travaux étaient édités.

Le 8 mars, près de 5.000 manifestants à l'appel de la CGT, de la CFDT et de la FEN défilent à Lyon pour le droit au travail, à l'égalité, à l'émancipation des femmes.

En mai 79, la CFDT décide de se recentrer, ce qui a pour effet immédiat de réduire les possibilités d'actions unitaires au prétexte de divergences d'appréciation.

En octobre 79, 3 dirigeants du syndicat RVI sont licenciés (Louis Alloisio, Georges Perrot, Gérard Simplet). Le 13 novembre, ils décident de se mettre en grève de la faim elle se terminera le 29 novembre, 620 délégations iront les soutenir. Une large solidarité des milieux syndicaux, associatifs, politiques de gauche va se manifester, 35.000 signatures seront recueillies sur une pétition demandant leur réintégration, ils seront réintégrés après l'élection de François Mitterrand.

En décembre 79 se déroulent les premières élections prud'homales sous la forme que l'on connaît aujourd'hui. La CGT réalise 43,47 % des voix dans le Rhône (111.202 voix) il y a 60 % de participation.

Dans les mois qui suivent de nouvelles luttes se développent mais les questions de l'emploi pèsent de plus en plus. Les difficultés unitaires contraignent la CGT à prendre seule des initiatives qui malgré tout recueillent de fortes participations.

Le conflit Manufrance va dominer l'activité syndicale de l'automne 80. A la manifestation nationale à St. Etienne du 18 octobre « pour que vive manufrance » 2.000 participants du Rhône.

En juin, juillet, 20.000 travailleurs de la chimie agissent, la grève est totale à Rhône Poulenc St. Fons du 3 juin au 3 juillet.

Malgré les difficultés unitaires, dès le 27 mars 81 les UD CGT, CFDT et FEN décident de l'organisation d'un 1<sup>er</sup> mai unitaire. Cette période complexe, riche de mobilisation précède la victoire de François Mitterrand. Dans cette bataille politique, l'UD CGT apporte sa contribution avec les mobilisations sociales mais également en participant à partir de ses positions au débat de société qui avait lieu.

La CGT avait réaffirmé à son 40<sup>e</sup> congrès du printemps 80 sa volonté de tout mettre en œuvre pour ouvrir la voie au changement dans notre pays. Elle avait aussi tiré enseignement critique de la forme de son engagement sur le programme commun.

A cet égard un extrait du CCN de décembre 80 à propos de la campagne électorale « la CGT apporte sa contribution indépendante et originale à la mobilisation des travailleurs en vue d'un rassemblement majoritaire. Elle le fait en tant que force de classe pleinement autonome, comme composante essentielle du mouvement ouvrier ... La CGT reconnaît depuis longtemps le rôle et la vocation propre des formations politiques. Elle n'entend pas se substituer aux partis. La CGT assume sa vocation et conçoit ses rapports avec chacun à partir de son programme. Elle conserve en toutes circonstances sa liberté de jugement, de décision, d'avis et de critique qu'elle exerce avec le sens de ses responsabilités ».

La CGT appellera à voter F. Mitterrand au 2<sup>e</sup> tour des présidentielles.

-----

Le congrès de l'UD en octobre 81 portait les appréciations suivantes suite à l'élection présidentielle : « c'est là un succès des travailleurs et de notre peuple auquel nous avons pris une part considérable, un succès d'une immense portée sur le plan national et international. La porte du changement est désormais ouverte mais dans des conditions complexes dont nous ne devons pas nous dissimuler les difficultés. Ce rejet massif de la politique giscardienne est effectivement porteur d'une profonde aspiration au changement. Cette aspiration est aussi l'addition de conceptions diversifiées sur l'ampleur et le contenu de ce changement et sur les moyens à mettre en œuvre pour le mener à bonne fin et sortir notre pays de la crise où il est plongé ».

Le congrès disait aussi, toutes les luttes ont été utiles. Nous voulons réussir le changement et c'est possible. Mais rien ne sera donné ni garanti d'avance, la lutte des classes s'aiguise. Il mettait en avant la nécessité d'être force de proposition, d'intervenir en toute indépendance, de favoriser l'intervention des salariés et attirait l'attention à ne rien lâcher sur la question d'organisation et de syndicalisation.

D'autant plus que sur ce dernier élément depuis 78 la perte d'adhérents se situait aux environs de 100.000 timbres payés à l'UD, c'est-à-dire environ 20%. C'est dire les dégâts conjugués de la désindustrialisation et d'un décrochage de l'organisation d'avec une partie des salariés qui n'ont pas compris les débats autour du programme commun et des questions unitaires.

On peut sûrement dire aujourd'hui que nous n'avons pas été en mesure de déployer la même énergie que celle mise dans ces débats pour aller à la conquête d'un salariat nouveau.

C'est avec dynamisme que la CGT du Rhône s'est inscrite dans cette nouvelle période historique. La suite était plus difficile mais pas très différente de ce que la CGT s'était apprêtée à affronter.

Il y a tout d'abord les acquis réels : augmentation de salaire, retraite à 60 ans, réduction de la durée du travail, extension des nationalisations, décentralisation, réforme de la sécurité sociale, droits nouveaux, statut de la fonction publique. L'appréciation du congrès de l'UD en 84 et que nous n'avons pas toujours su dans nos rangs les enregistrer comme tels et prendre appui sur eux pour dynamiser le changement.

Et puis assez vite, en juin 82, le gouvernement a décidé l'austérité, la CGT a réagi en indiquant son opposition et en invitant les salariés à intervenir. Il y a eu des initiatives : journée d'action CGT seule mais il faut bien reconnaître que les mobilisations étaient bien loin du nécessaire et pourtant aux élections prud'homales de 82 la CGT recueille 37,6 % sur le Rhône.

La vérité est que face à une offensive des forces du capital en forme de revanche, la CGT se trouvait bien seule. Le départ des députés communistes du gouvernement n'ayant pas dopé la confiance. Il est vrai que nous avons eu de la peine à relever le défi avec les 600.000 salariés de l'époque. Nos forces ont continué de s'amenuiser même si c'était de manière

moins importante (en 84 nous avons 35.000 syndiqués actifs et 10.000 retraités, 240.000 cotisations payées à l'UD dans 800 bases rayonnant sur environ 200.000 salariés). Ce qui nous a permis malgré tout d'être la première organisation aux élections de la sécurité sociale avec 26,8 % des voix sur notre département.

C'est une période difficile qui ne s'est pas arrangée avec la défaite de la gauche en 86.

Nous avons tiré enseignement et conséquences de cette période. Nous avons précisé notre relation au champ politique. Nous avons mieux pris en compte les évolutions sociales, économiques qui nous obligent à ne pas rester figer sur des contenus revendicatifs qui ne répondent plus totalement au besoin du salariat.

-----

Dans cette UD vous l'aurez remarqué il y a des constances : une accroche revendicative solide en lien étroit avec les syndicats, les professions, les territoires ; une démarche de lutte bien ancrée, une volonté unitaire de tous les instants malgré les aléas et les turbulences, un souci d'organisation et puis une relation au champ politique en toute clarté et responsabilité.

A cet égard, il est bon de savoir que durant cette période une grande partie des dirigeants de l'UD avaient des engagements au parti communiste mais qu'en particulier Georges CHURLET qui a été secrétaire général jusqu'en 81 a toujours été attentif à une CGT ouverte à toutes les sensibilités. Ce n'est sûrement pas un hasard si nombre de militants de sensibilité chrétienne ont pu avoir d'importantes responsabilités départementales, je pense entre autres à Marius Prullière. C'est aussi cette démarche qui a permis à des militants socialistes d'intégrer la direction de l'UD à un moment où ce n'était pas aussi simple en pleine renégociation du programme commun (Roland Granada).

Cette même démarche valait pour permettre à des jeunes, à des femmes, à des immigrés, à des ICT d'assumer des responsabilités.

Vous l'aurez compris, j'ai un peu de fierté à avoir bénéficié de ces apports.